

Coût du travail : pour un new deal fiscal et social

par Clotilde de Gastines, Claude Emmanuel Triomphe - 09 Février 2012

Alors que Renault inaugure aujourd'hui une usine Low cost à Tanger, Metis publie la deuxième partie d'un entretien avec Patrick Pélata, ancien directeur général adjoint. Tour d'horizon sur ce qui fait souffrir le travail en France : un salaire net élevé, le décrochage de compétitivité de la France par rapport à l'Allemagne, et aussi le consensus politique qui protège la rente foncière. L'État, les grandes branches professionnelles, les entreprises et les syndicats doivent donc réfléchir à un « new deal sociétal » selon Patrick Pélata.

Ancien directeur général opérationnel de Renault, Patrick Pélata a participé au redressement de Nissan, à Tokyo, de 1999 à 2005 aux côtés de Carlos Ghosn. Début janvier, il recevait Metis pour un entretien à l'Atelier Renault sur les Champs Elysées. Il s'exprime ici en son nom personnel. Ses propos n'engagent aucunement Renault-Nissan.



Que pensez-vous de la crise de l'Europe et de la mise en cause de nos modèles sociaux ?

On dit toujours que l'État providence ne va pas bien, que le modèle européen est en crise, mais regardez les pays nordiques ! Ils profitent, comme l'Allemagne, d'un marché mondial ouvert, qui favorise la concurrence internationale et leurs exportations. C'est l'Europe du Sud qui va mal.

La France fait-elle partie de l'Europe du Sud ?

La France est intermédiaire, elle est de plus en plus dans l'Europe du Sud, à cause de la chute de sa compétitivité industrielle et du déficit commercial qui en découle.

Fondamentalement, la crise de l'euro vient du déséquilibre des balances des paiements. Celle de l'Europe du Nord est

positive, tandis que celle de l'Europe du Sud est négative. Les excédents de l'Europe du Nord finançaient les déficits du sud via des banques et des investisseurs privés. Mais cette source s'est tarie face au risque de non remboursement. La Grèce a eu des difficultés à se refinancer. L'Italie, le Portugal et l'Espagne posent problème.

Pourquoi l'écart s'est-il creusé entre la France et l'Allemagne selon vous ?

L'écart avec l'Allemagne, dans l'industrie, s'est creusé de façon dramatique à la fois dans la création de valeur ajoutée, dans les performances à l'exportation, dans les dépenses de R&D des entreprises et enfin dans les profits. L'écart entre l'excédent brut d'exploitation des entreprises industrielles françaises et allemandes s'est creusé de 14% en 10 ans. C'est difficile de s'en remettre. Résultat : en France, 4000 entreprises industrielles ont disparu entre 2002 et 2007, soit 15%, contre seulement 1300 en Allemagne, soit moins de 5%.

La cause première de cet écart est dans les taxes qui pèsent sur le travail, elles ont diminué fortement en Allemagne alors qu'elles augmentaient en France. Par conséquent le coût du travail dans l'industrie manufacturière en France est maintenant au niveau de l'Allemagne, voire au dessus selon certaines sources. Ensuite, les délocalisations ont été beaucoup plus fortes en Allemagne dès le milieu des années 90. Mais elles se sont faites dans l'industrie des composants de base. Comme sur le modèle japonais, les très grandes séries et les productions les moins complexes ont été localisées en Europe de l'Est puis en Chine, en Inde etc.. ce qui a permis de maintenir une très bonne compétitivité dans la conception et la fabrication de produits complexes à plus fort contenu technologique et donc de développer en Allemagne des activités à forte valeur ajoutée.

L'écart avec l'Allemagne est donc d'abord un écart de compétitivité. Avant l'Euro, ces écarts de compétitivité se réglaient en dévaluant la monnaie. C'est impossible avec la monnaie unique. Il faut donc d'autres solutions si l'on veut avoir des effets rapides à court terme sur l'emploi industriel.

Que pensez-vous du débat actuel sur la TVA sociale ?

Ce qu'il faut d'abord, c'est moins taxer le travail. La France est le pays d'Europe qui fait porter le plus de taxes au travail. Or, nous ne sommes plus dans les années 50-60, quand ces taxes ont été créées et quand il n'y avait pas de chômage. Aujourd'hui avec plus de 10% des actifs au chômage, la France manque de travail. Or taxer le travail plus que tous ses voisins, c'est faire fuir le travail ailleurs! Donc il faut réduire les taxes sur le travail. La question devient: comment?

La TVA sociale, est discutée depuis 2007 en France. Elle a été refusée, alors par N. Sarkozy qui la remet sur la table aujourd'hui. C'est un très mauvais nom. Il ne faut surtout pas de hausse généralisée de la TVA. On peut augmenter la TVA sur les biens manufacturés soumis à la concurrence internationale, mais il ne faut surtout pas l'augmenter sur les produits alimentaires et les services. Cela ponctionnerait beaucoup les revenus des ménages et pénaliserait les plus fragiles. De plus, la France est un gros producteur et exportateur de biens alimentaires, elle est compétitive, ce serait contre-productif.

Par contre, si je prends le cas d'un bien manufacturé comme la Clio. Elle peut être produite en France ou en Turquie. En Turquie, le coût de fabrication est 10% moins cher qu'en France. En général, la marge opérationnelle dans l'automobile est de 3-4%. Donc avec un coût supérieur de 10% en France, ça vous fait basculer dans le négatif. Si vous transférez une partie des charges sociales sur la TVA, vous allez augmenter le prix de la voiture pour tout le monde, des voitures importées en particulier, et vous allez diminuer le prix de fabrication des voitures fabriquées en France. C'est l'équivalent d'une dévaluation, c'est la seule chose que l'on soit capable de faire quand on a une monnaie commune, à laquelle on ne peut pas toucher. Certes, la dévaluation comme la hausse de la TVA réduisent le pouvoir d'achat, mais elles ont le mérite de redonner de la compétitivité au travail dans les secteurs exposés à la concurrence internationale.

Pour baisser les taxes sur le travail, si on ne veut pas toucher aux prestations sociales, il faut probablement un mix de hausse de la TVA et de hausse de la CSG, qui est l'impôt le plus homogène. Si on ne fait rien, la compétitivité de l'industrie va continuer à baisser et le déclin de l'emploi continuera jusqu'à l'irréparable.

Les syndicats craignent que la hausse de la TVA crée un effet d'aubaine : augmenter les prix, sans créer des emplois.

Évidemment, il faut trouver un accord entre l'État, les grandes branches professionnelles, les entreprises et les syndicats qui soit un deal compétitivité et emploi/ baisse des cotisations sociales/ hausse de la TVA et/ou de la CSG. Dans ce cas, les effets négatifs de la hausse de la TVA/CSG seront compensés au bout de quelques mois par des créations d'emplois.

Pensez-vous que les grandes entreprises françaises sont prêtes à ce nouveau deal sociétal ?

Oui, je le pense. Sur l'ensemble de l'automobile, 3 points de hausse de TVA, vous permettent d'effacer l'écart de charges sociales avec les pays d'Europe centrale. Pas le salaire net, mais les charges sociales. L'effet de levier est considérable et aucune entreprise ne peut y rester indifférente !

Comment ces choix se font-ils, concrètement ?

Quand Renault doit décider où va se faire une production, l'entreprise analyse le volume d'investissement, le coût complet du travail, les aides publiques et les coûts logistiques des différents scénarios. En France, vous avez déjà des actifs, l'investissement pour un nouveau projet est, en général, moindre que sur des sites nouveaux. Inversement, vous avez des coûts salariaux complets plus élevés. Vous ajoutez le coût des transports des pièces. Si les écarts sont faibles, vous choisissez le site où vous produisez déjà en France ou en Espagne. Et si les écarts sont énormes, soit vous ne faites pas le projet, soit vous localisez la production ailleurs. La nouvelle Twingo, par exemple ne pouvait se faire qu'en Slovaquie.

Pourquoi parler de coût et non de prix du travail ?

En France, le management a tendance à considérer que le travail est d'abord un coût. Vous ne trouvez cette attitude ni en Allemagne, ni au Japon, ni en Corée. C'est logique parce que c'est vrai. Les taxes élevées qui pèsent sur le travail induisent cette attitude qui, au final, est malthusienne pour l'industrie française.

L'OCDE préconise de réduire les taxes sur les entreprises. Qu'en pensez-vous ?

Les emplois ne partent pas de France parce que les impôts sur les entreprises sont trop élevés. Il faut qu'il y ait des taxes sur les profits évidemment. On pourrait imposer moins les profits sous condition. Par exemple lorsqu'ils donnent lieu à des réinvestissements dans le pays.

Pourquoi le salaire net a-t-il plus monté en France qu'en Allemagne ?

C'est difficile à comprendre. Les syndicats allemands ne sont pas moins efficaces que les syndicats français, au contraire, je dirais. Si on regarde un élément majeur du coût de la vie : le foncier, tout s'éclaircit. Entre 2000 à 2010, le foncier français est monté de 80%. Le foncier allemand de 5%.

La rente foncière française fait monter le coût du travail en France et participe à la baisse de la compétitivité du pays. Le travail souffre du consensus politique qui protège la rente foncière. Le marché immobilier est toujours relativement restreint, donc les prix sont élevés. Les USA et le Royaume-Uni ont vécu la même hausse des prix, mais, avec la crise, il y a une correction significative à la baisse, mais pas en France ! Personne ne soulève ce tabou. Les syndicats devraient mettre ça en avant. C'est un handicap à la compétitivité auquel les forces productives du pays paient un lourd tribut.

En Allemagne, le prix du travail n'est-il pas plus bas grâce aux accords de modération salariale et aux réformes Hartz qui ont créé des millions de mini-jobs à 400€ ?

L'industrie automobile allemande a davantage recours à l'intérim, mais je ne pense pas que ce soit ce type d'emplois. Chez Volkswagen par exemple, la direction, en accord avec les syndicats, avait créé un atelier d'assemblage de la Touran au sein de l'usine de Wolfsburg, où les ouvriers étaient payés 20% de moins en échange de la décision de ne plus fabriquer cette voiture au Portugal. On peut appeler ça du dumping social, mais c'est aussi un deal emploi contre compétitivité. Ce serait intéressant de voir comment ces choses ont évolué depuis. Mais on est loin de ce que vous décrivez.

Le Japon a ce type d'emplois très peu payés. Les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon s'approchent du plein emploi avec ce type de petits emplois. C'est une question sociétale, éthique et économique assez difficile. Qu'est qui vaut mieux : un petit emploi pas très payé mais qui vous laisse le pied à l'étrier, ou le chômage ?

A propos de cet article

Auteur(s) : Clotilde de Gastines, Claude Emmanuel Triomphe

Mots clés : coût du travail, new deal, Patrick Pélata, France, Europe, Renault, localisation, fiscalité, cotisations sociales